L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 6 SEPTEMBRE 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No 83, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 6 SEPTEMBRE 1848

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE.
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NEW-YORK.

Ticket Electoral:

PREMIER DISTRICT.....	JACQUES TOUTANT.
SECOND DISTRICT.....	P. BENJAMIN.
TROISIEME DISTRICT.....	MANUEL J. GARCIA.
QUATRIEME DISTRICT.....	C. ADAMS, JR.
CINQUIEME DISTRICT.....	JOHN MOORE.
SIXIEME DISTRICT.....	JAS. G. CAMPBELL.

Mes voeux sont pour le pays, pour le pays tout entier.—Je desire ardemment et sincèrement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tête de la Nation, puisse, par une fidèle adhésion à la Constitution, nous rendre heureux à l'intérieur et nous assurer le respect des peuples.
Z. TAYLOR.

Je desavoue à jamais, et de la manière la plus formelle, toute pensée de mettre en question [le droit] de propriété des citoyens du Sud.
MILLARD FILLMORE.

AUX CITOYENS DU SUD.

SOUVENEZ-VOUS que vous ne pouvez pas voter pour Wm. O. Butler, candidat à la vice-présidence, sans voter en même temps pour Lewis Cass l'ABOLITIONISTE du Nord.

OPINION DE M. YANCEY,
Ex-Représentant démocrate de l'Alabama au Congrès, sur LEWIS CASS.

Je ne soutiendrai pas Lewis Cass. Que chacun soit jugé selon ses actes. M. Cass est une girouette politique;—C'EST UN ABOLITIONISTE DE COEUR, UN FAUX FRERE POUR LE SUD.

TROISIEME MUNICIPALITE.

Démonstration des démocrates indépendans.

La 3me Municipalité paraît décidée à ne pas se laisser devancer par les deux autres. Les nombreux Taylorites qui y résident se sont réunis en meeting lundi soir au café Auguste, dans le second district. Nous avons rarement vu une assemblée aussi enthousiaste. Elle se composait en grande partie de démocrates indépendans. Tous les braves ouvriers de la 3e Municipalité s'y étaient donné rendez-vous. Sur six vice-présidens nommés par acclamations, cinq étaient démocrates. Le meeting a été harangué successivement par M. R. B. Stille, le colonel Mercer Hunt, l'hon. Vespasien Ellis et M. Castellanos. MM. Hunt et Ellis ont été vivement applaudis. Ils ont déclaré qu'ils étaient démocrates, mais que dans les circonstances actuelles le peuple devait soutenir unanimement le général Taylor, l'honneur de la nation. Un capitaine de volontaires dont nous ne nous rappelons plus le nom, et qui a combattu à Buena-Vista, a pris ensuite la parole et a également déclaré qu'il était démocrate, mais qu'il voterait pour le vieux Zach. Il parlait encore lorsque le club des démocrates indépendans de la Municipalité, venu du haut de la ville, a fait subitement son apparition dans la salle. Il a été accueilli par assourdissans houtrahs.

Cette démonstration si imposante et d'un bon augure pour l'avenir, l'est évident qu'un grand nombre de démocrates se sont ralliés et se rallient chaque jour à la cause du général Taylor. Le vieux Rough and Ready aura à la Nouvelle-Orléans une foudroyante majorité.

UN DERNIER MOT.

On a prétendu que la lettre de M. Fillmore sur la question de l'esclavage ne prouvait rien, absolument rien. Il fallait dire quelque chose, et l'on a dit une absurdité. Le fait est que la déclaration de notre candidat à la vice-présidence rend parfaitement nuls tous les longs et ennuyeux articles echafaudés sur le prétendu abolitionisme de M. Fillmore. De toutes ces choses, sottes et puériles, il ne reste que le ridicule et cette lassitude qui provoque le bâillement. Dieu sait que l'on a prodigué des phrases, depuis de l'encre, entassé des sophismes, créé des chimères pour persuader aux habitans du Sud que Fillmore était un abolitioniste sans le savoir. Aujourd'hui que quelques mots bien clairs, bien nets, bien explicites de notre candidat, viennent trancher la question d'une manière définitive, tout les chétifs écrivains qui l'honoraient de leurs attaques se livrent à une colère d'autant plus grotesque qu'elle se manifeste par de droitatques écarts d'imagination. Ah! si certains publicistes devinaient l'effet que produit leur bouffonne indignation, ils donneraient bien vite une autre couleur à leur prose pateuse et s'ingénieraient à devenir moins ridicules. Mais il y a des gens qui ne comprennent rien, pas même le silence du dédain. Ils vous lâchent, comme des roquets aux jambes, des piaillades qu'ils n'ont même pas inventées. Et ce qu'un homme de cœur se soucie de ces jappemens!

Revenons aux choses sérieuses. La lettre de M. Fillmore est entièrement de tout point. C'est le seul langage que l'on put faire entendre au Sud, car c'est le langage de la raison, de l'honneur, du patriotisme. Que quelques pauvres diables, qui ne comprennent rien à nos intérêts, se mettent en fureur, ils n'exciteront qu'un sourire de pitié.

Voici comment s'exprime M. Fillmore: *Je considère que l'esclavage est une question en dehors de la compétence du Congrès.* Qu'est-ce que cela veut dire? Les adversaires quand même de M. Fillmore répondent: Parbleu, qu'il est abolitioniste! Vous comprenez, n'est-ce pas, que M. Fillmore est abolitioniste, parce qu'il ne reconnait pas à la législature nationale le droit de statuer sur la question de l'esclavage? C'est on ne peut plus clair, on ne peut plus évident. Il y a des gens qui l'affirment, et, ma foi, il faut s'incliner devant leur raison supérieure.

On a parlé du proviso-Wilmot et l'on a reproché à M. Fillmore de ne s'être pas expliqué sur ce sujet. Mais nous leurs ferons simplement observer que cette question n'était pas agitée au Congrès alors que notre candidat à la vice-présidence y siegeait. D'ailleurs, on l'accusait d'abolitionisme, et c'est à cela qu'il a cru devoir répondre.

Nos adversaires, loin sur le terrain de l'abolitionisme, ont du nécessairement faire avancer comme une nouvelle machine de guerre cette clause funeste à laquelle M. Wilmot a attaché son nom. Que penser-vous de cette clause, demandent-ils aujourd'hui à M. Fillmore! Vous verrez qu'on lui demandera bientôt, pour prouver son orthodoxie, de venir fonder une plantation à la Louisiane et d'accepter le titre de propriétaire d'Africains. Nous croyons que M. Fillmore n'heuterait pas à l'accepter si on lui offrait le moyen de l'assumer.

La déclaration de notre candidat à la vice-présidence n'embrasse pas seulement la question de l'esclavage dans les Etats, mais hors des Etats. Il refuse nettement au Congrès le droit de statuer sur l'esclavage. Nos adversaires comprennent-ils cet refus? Oui, mais ils affectent de n'en pas saisir toute la portée. M. Fillmore ne parle pas de l'esclavage dans les Etats seulement, mais de l'esclavage en général, soit dans les Etats, soit dans les territoires. Il est donc clair que cette déclaration embrasse le proviso-Wilmot, l'ordonnance de 1787, et tous les autres projets que la haine du Sud a inspirés aux fanatiques du Congrès.

Encore une fois, l'orthodoxie de M. Fillmore est une question jugée. Ce n'est pas à dire cependant que les déclamations cesseront, mais désormais elles n'ont plus de bat.

Il n'est pas exactique nous ayons jamais dit que *le nom du général Cass inspirât partout l'horreur.* Nous n'imiterons pas l'excentricité de quelques organes du parti démocrate qui ont transformé M. Fillmore en ogre, en vampire, et qui lui ont prodigué les aimables appellations d'assassin et de meurtrier. Non, le candidat locofoco ne nous inspire pas la moindre horreur. Nous savons fort bien que ses sympathies ne sont pas acquises au Sud, que nos intérêts seraient gravement compromis s'il arrivait malheureusement au pouvoir, mais nous savons aussi que le peuple fera justice en novembre prochain de ce candidat politique qui a bon de Lewis Cass. Quant aux compliments que l'on a eu la bonté d'adresser à notre *cœur*, nous sommes *désolés* de ne pouvoir les accepter. Ce que trace notre plume, notre esprit le pense. La sincérité doit être la première vertu de l'écrivain. On a eu également l'obligeance d'imprimer que la politique *terrible* et *enragée* des whigs nous fait *maudire l'esclavage dont nous subissons le joug.* Tiens, tiens, c'est drôle cela; nous ne pensions pas être si malheureux.

Procession aux flambeaux.—*Les Rough and Ready Union Clubs* ont parcouru hier au soir à la lueur des flambeaux les rues de la Nouvelle-Orléans. En passant devant notre bureau ils nous ont honoré de trois vivats que nous leur *renvoyons* de tout cœur.

Biographie du general Taylor.—Nous venons de terminer l'impression d'une courte biographie du général Taylor. C'est une esquisse rapide des principaux événemens qui remplissent la carrière si belle et si pure du vieux Rough and Ready. On peut se procurer des exemplaires de la biographie dans nos bureaux.

Adresse au Peuple.—Nous voyons avec plaisir que le *Vigilant* de Donaldsonville a reproduit l'Adresse du Club central aux whigs de la Louisiane. Nous conseillerons à tous les journaux qui *défendent* notre cause dans les campagnes d'imiter l'exemple du *Vigilant* et de publier le manifeste whig, afin de propager nos doctrines et de maintenir le général Taylor sur le piédestal d'où voudraient en vain l'arracher nos adversaires.

Fievre jaune.—Le Conseil de salubrité constate 34 inhumations pendant les vingt-quatre heures qui se sont terminées hier à midi. Il y a eu pendant cette période 19 décès occasionnés par la fièvre jaune.

Les amis de M. Cass.—Les journaux du Nord et de l'Ouest, qui ne sont imposé la tache de défendre la candidature de M. Cass, s'évertuent à qui mieux mieux à prouver que l'ex-sénateur du Michigan est hostile à l'esclavage. Nous n'en avons jamais douté, mais il est bon de citer quelques-uns des témoignage des amis de M. Cass. *Le Pluin-Dealer*, journal publié dans l'Etat de l'Ohio, est, on le sait, l'organe particulier du candidat locofoco. Voici comme il s'exprime sur le compte de ce dernier: *M. Cass est aussi favorable à la doctrine des territoires libres que le juge McLean*; IL EST MÊME PLUS FAVORABLEMENT DISPOSE POUR CETTE DOCTRINE QUE MARTIN VAN BUREN.

Ces mots ont-ils besoin de commentaires?

Qu'est-ce que le général Cass?—L'homme qui d'un seul trait de plume a vaincu les cinq plus grandes puissances de l'Europe!!!

(*Courrier de la Louisiane.*)

Telegraphe d'Oreilly.—La ligne entre la Nouvelle-Orléans et Baton-Rouge est complétement terminée. Nous avons reçu hier au soir une dépêche du Directeur de la station établie dans cette future capitale de la Louisiane, annonçant ce fait.

Matamores.—Le steamer *Telegraph* nous a apporté hier des journaux de Matamores jusqu'au 26 août. Ils nous apprennent que le général Bustamente se dirige vers cette dernière ville avec cinq cents dragons mexicains. On ignore le but de cette promenade militaire.

Un Français nommé Garnier, marchand à Monterez, a été assassiné dernièrement par des misérables qui voulaient s'emparer de quelques pièces d'or qu'il avait sur sa personne. Le meurtre a été commis pendant la nuit. L'un des assassins a été arrêté.

UNE STATISTIQUE DU HERALD.

Le *Herald* de New-York apporte dans la presse américaine une position indépendante. Ses calculs électoraux ont conséquemment droit à quelque attention. Il avait déjà dit que le résultat de l'élection dépendrait probablement du vote de l'Ohio et de la Pennsylvanie. Voici comment il le prouve, en prenant pour base les élections de 1844 et la nouvelle physionomie politique de quelques Etats.

Pour Cass:		*Pour Taylor:*	
Maine,	9	Vermont,	5
New-Hampshire,	6	Massachusetts	12
Virginie,	17	Rhode-Island,	4
Caroline du Sud,	9	Connecticut,	6
Georgie,	10	New-York,	36
Alabama,	9	New-Jersey,	7
Texas,	4	Delaware,	3
Mississippi,	6	Maryland,	8
Arkansas,	3	Caroline du Nord,	11
Indiana,	22	Floride,	3
Illinois,	9	Louisiane,	6
Michigan,	5	Tennessee,	13
Missouri,	7	Kentucky,	12
Wisconsin,	4	Iowa,	4
Total,	110	Total,	131
Douteux.			
Pennsylvanie,		26	
Ohio,		23	
Total,		49	

On verra, dit le *Herald*, que le vote de l'an ou l'autre de ces Etats douteux, suffit pour élire Taylor, tandis que le vote des deux Etats serait nécessaire pour assurer l'élection de Cass, même si on lui accordait la Louisiane. Le général Taylor, c'est toujours le *Herald* qui parle, résidant dans ce dernier Etat, il est naturel de supposer que la Louisiane votera pour lui, bien que les démocrates la révendiquent pour Cass. La marche de Polk à la Louisiane, en 1844, a été de 699 voix, grâce à la surprenante majorité (970) donnée par la paroisse Plaquemines, qui en 1840 n'avait donné aux démocrates qu'une majorité de 210 voix. La majorité de Harrison dans l'Etat a été de 3,680. La majorité démocratique à la dernière élection des membres de Congrès (1847) a été de 1,529 voix dans l'Etat, et les whigs ont eu une majorité de 3 voix dans la législature.

Etat Pascagoula.—Les journaux de Mobile nous apprennent que l'on a trouvé, jeudi dernier, à l'Est Pascagoula, le corps d'un volontaire assassiné. On ignore le nom de ce malheureux. Il possédait au moment de sa mort une somme d'environ cent cinquante piastres. Il aura été assassiné par quelque misérable que cet appat aura tenté.

RIO JANEIRO.

On a reçu à Baltimore des nouvelles de Rio Janeiro jusqu'au 23 juillet. A cette date, le brick américain *Perry* était encore mouillé dans le port. La barque *C. Wright*, qui a apporté ces avis, a rencontré en mer, le 31 juillet, la frégate *Brandywine* se dirigeant sur Pernambuco. Quelques heures après, le C. Wright s'est heurté contre une barque de pêcheurs et l'a coulée; ceux qui la montaient ont été sauvés.

L'impératrice du Brésil a mis au monde un jeune prince, le 19 juillet; le trône a maintenant un héritier direct. Cet événement a été célébré par de grandes réjouissances.

On lit dans une correspondance datée le 20 juillet:

"L'introduction dans ce pays des esclaves importés de la côte d'Afrique est tout aussi florissante que jamais, malgré les efforts déployés par les croisières anglaises et américaines. Le steamer brésilien *Providencia*, commandé par un Espagnol, a débarqué dernièrement à Rio Janeiro une cargaison de 1200 Africains. Trois cents avaient péri pendant la traversée."

NOUVELLES D'EUROPE.

La malle d'hier nous a apporté nos liasses de journaux français. Ils vont jusqu'au 10 août inclusivement. Comme d'habitude, nous y avons puisé largement.

FRANCE.

Question Italienne.—Nous avons la satisfaction d'annoncer, dit le *Journal des Débats*, que les gouvernemens de la France et de l'Angleterre se sont définitivement entendus pour arrêter l'effusion du sang humain, pour offrir leur médiation commune aux parties belligérantes en Italie. C'est un fait accompli.

Aujourd'hui un courrier de Londres a apporté à Paris l'adhésion du cabinet anglais aux bases de la médiation, déjà adoptées par le gouvernement de la République.

Une estafette a été aussitôt expédiée, qui porte à lord Abercrombie, ambassadeur d'Angleterre en Sardaigne, et à M. de Reiset, chargé d'affaires de France à Turin, l'ordre de se rendre aux quartiers généraux du roi Charles-Albert et du maréchal Radetzky, de leur notifier officiellement l'offre de médiation faite par les deux puissances, et de négocier un armistice provisoire.

Un autre courrier du ministère des affaires étrangères est aussi parti ce soir pour Vienne. On assure qu'il porte aux ambassadeurs de France et d'Angleterre en Autriche les instructions en vertu desquelles ils doivent offrir simultanément au cabinet impérial la médiation commune de leurs gouvernemens respectifs.

Commencement d'Insurrection.—La commission de l'Assemblée chargée de l'affaire sur les événemens de mai et de juin a déjà livré à l'impression plus de la moitié de ses pièces volumineuses. Les membres de l'Assemblée constituante à sa prochaine rentrée de la publication qui va paraître. Un grand nombre d'entre eux voudraient qu'on renonçat à l'idée de les publier, afin de ne pas jeter de l'irritation dans les relations mutuelles de plusieurs membres de l'Assemblée et de ne pas exciter au dehors les passions qu'il importe tant de calmer. Quatre membres de la commission d'enquête seraient, dit-on, de cette opinion, et on ajoutait que M. l'évêque d'Orléans devait se charger de soumettre à l'Assemblée un ordre du jour motivé. Cet ordre du jour, en rendant d'abord justice à la conduite de la commission dans l'accomplissement de sa patriotique mission, demanderait le renvoi au ministre de la justice de toutes les pièces sans être imprimées. La majorité de la commission, onze sur quinze, persisterait à demander l'impression des pièces. Investie de la confiance de l'Assemblée, la commission croit remplir son devoir en mettant devant les yeux de l'Assemblée et du public tous les détenses de son rapport, qui, dans son opinion, n'est que l'expression pâle et affaiblie des dépositions consignées dans les pièces.

On assurait, avant de déposer son rapport la commission aurait consulté, par la question d'intérêt et d'ordre public, le chef du pouvoir exécutif. On ajoutait que pour tenire les chargés ayant un caractère judiciaire, la commission avait fait de nouveau déposer les témoins devant les juges d'instruction, avant de rédiger son rapport et même d'en arrêter les bases.

[Journal des Débats.]

On a reçu à Marseille des nouvelles d'Alexandrie, (Egypte) du 28 juillet. En voici la substance:

La choléra vient d'éclater au Caire avec beaucoup de violence. D'abord il n'y avait que des cas isolés à Boulac, et que les personnes avaient espéré voir la maladie cesser bientôt; malheureusement leurs prévisions ne se sont pas réalisées, et depuis trois jours les ravages du Caire ne font que de soi intensité. On ne connait pas d'une manière précise le nombre de personnes atteintes ni celui des morts, mais d'après toutes les lettres du Caire, le chiffre a dépassé le nombre de 100; il a même atteint celui de 140.

On a distribué le 7 août aux membres de l'Assemblée nationale une proposition qui a été renvoyée au comité de justice, et qui est ainsi conçue:

"*Je demande* à l'Assemblée d'autoriser des poursuites contre moi.

"Signé: Lamennais."

Un rapport sur cette demande a dû être fait par le comité dans les délais prévus par le règlement.

—Nous croyons pouvoir assurer, dit le *Journal des Débats*, que l'état de M. le général Bedeau n'est pas en rapport avec les bruits alarmans qui circulent depuis quelques jours. Ces bruits paraissent heureusement exagérés. Tout autorise à espérer que l'armée et le pays n'auront pas à pleurer une nouvelle mort.

—Les maisons et les édifices publics en construction dans le voisinage et aux abords du Panthéon ont été, pendant l'insurrection de juin, choisis pour servir de lieux de retranchement et de campement par les révoltés. Ainsi, la nouvelle bibliothèque Sainte-Geneviève, les bâtimens de la nouvelle mairie du deuxième arrondissement et les maisons récemment construites et non encore habitées de la rue Soufflot ont été occupés par eux et convertis en de véritables forteresses.

Le ministre de la guerre, afin de mettre le Panthéon à l'abri d'un coup de main, et, dans le cas d'une révolte à main armée, d'enlever aux insurgés tout lieu de retraite et d'attaque, a fait inviter les architectes et les entrepreneurs de construction à faire tous leurs efforts pour terminer le plus promptement possible leurs opérations, et mettre les maisons particulières en état d'être habitées.

Les monumens inutiles et désignés pour être démolis le seront immédiatement, afin que les abords du Panthéon soient complétement dégagés.

—On lit dans le *Morning-Post* du 8 août:

" Nous croyons tenir de bonne source que le roi Charles-Albert a refusé de donner une réponse définitive à la députation de l'Etat de Gênes, comme roi de Sicile, jusqu'à ce que les affaires d'Italie eussent été réglées. Les insurgés siciliens n'ont pas été satisfaits de ce délai, et en conséquence ils ont adopté des mesures pour l'interrégation du duc Palmerston, pour offrir leur nouvelle couronne à S. A. R. le prince George de Cambridge. Celui-ci, avec le bon sens et la dignité qui le distinguent, s'est empressé de déclarer qu'il ne pourrait, sous aucun rapport, accepter ce titre douteux."

—*Le Journal du Havre* du 6 août contient les détails suivans sur l'embarquement des transportés:

" Trois convois d'insurgés sont arrivés ce matin au Havre pour être embarqués pour Brest sur la frégate à vapeur *l'Ulloa*, à bord de laquelle les dispositions nécessaires avaient été faites depuis quelques jours pour les recevoir. Le premier convoi, composé d'environ 150 insurgés, accompagnés de leurs gardiens, est arrivé à la gare du chemin de fer entre six et sept heures. Chaque voiture contenait 18 insurgés et 12 surveillans. Une escouade de gendarmes du département de la Seine occupait la première et la dernière voiture du convoi. A de courts intervalles, deux autres détachemens d'insurgés sont successivement arrivés, et le nombre total des transportés embarqués sur l'*Ulloa* est en ce moment de 441.

" Les dispositions convenables au maintien de l'ordre avaient été prises en ville par les soins de l'autorité. La troupe, la garde nationale, la garde maritime, les douaniers et les pompiers avaient occupé voir la maladie cesser bientôt; malheureusement leurs prévisions ne se sont pas réalisées, et depuis trois jours les ravages du Caire ne font que de soi intensité. On ne connait pas d'une manière précise le nombre de personnes atteintes ni celui des morts, mais d'après toutes les lettres du Caire, le chiffre a dépassé le nombre de 100; il a même atteint celui de 140.

—On a distribué le 7 août aux membres de l'Assemblée nationale une proposition qui a été renvoyée au comité de justice, et qui est ainsi conçue:

"*Je demande* à l'Assemblée d'autoriser des poursuites contre moi.

"Signé: Lamennais."

Un rapport sur cette demande a dû être fait par le comité dans les délais prévus par le règlement.

—Nous croyons pouvoir assurer, dit le *Journal des Débats*, que l'état de M. le général Bedeau n'est pas en rapport avec les bruits alarmans qui circulent depuis quelques jours. Ces bruits paraissent heureusement exagérés. Tout autorise à espérer que l'armée et le pays n'auront pas à pleurer une nouvelle mort.

—Les maisons et les édifices publics en construction dans le voisinage et aux abords du Panthéon ont été, pendant l'insurrection de juin, choisis pour servir de lieux de retranchement et de campement par les révoltés. Ainsi, la nouvelle bibliothèque Sainte-Geneviève, les bâtimens de la nouvelle mairie du deuxième arrondissement et les maisons récemment construites et non encore habitées de la rue Soufflot ont été occupés par eux et convertis en de véritables forteresses.

Le ministre de la guerre, afin de mettre le Panthéon à l'abri d'un coup de main, et, dans le cas d'une révolte à main armée, d'enlever aux insurgés tout lieu de retraite et d'attaque, a fait inviter les architectes et les entrepreneurs de construction à faire tous leurs efforts pour terminer le plus promptement possible leurs opérations, et mettre les maisons particulières en état d'être habitées.

Les monumens inutiles et désignés pour être démolis le seront immédiatement, afin que les abords du Panthéon soient complétement dégagés.

—On lit dans le *Morning-Post* du 8 août:

" Nous croyons tenir de bonne source que le roi Charles-Albert a refusé de donner une réponse définitive à la députation de l'Etat de Gênes, comme roi de Sicile, jusqu'à ce que les affaires d'Italie eussent été réglées. Les insurgés siciliens n'ont pas été satisfaits de ce délai, et en conséquence ils ont adopté des mesures pour l'interrégation du duc Palmerston, pour offrir leur nouvelle couronne à S. A. R. le prince George de Cambridge. Celui-ci, avec le bon sens et la dignité qui le distinguent, s'est empressé de déclarer qu'il ne pourrait, sous aucun rapport, accepter ce titre douteux."

—*Le Journal du Havre* du 6 août contient les détails suivans sur l'embarquement des transportés:

" Trois convois d'insurgés sont arrivés ce matin au Havre pour être embarqués pour Brest sur la frégate à vapeur *l'Ulloa*, à bord de laquelle les dispositions nécessaires avaient été faites depuis quelques jours pour les recevoir. Le premier convoi, composé d'environ 150 insurgés, accompagnés de leurs gardiens, est arrivé à la gare du chemin de fer entre six et sept heures. Chaque voiture contenait 18 insurgés et 12 surveillans. Une escouade de gendarmes du département de la Seine occupait la première et la dernière voiture du convoi. A de courts intervalles, deux autres détachemens d'insurgés sont successivement arrivés, et le nombre total des transportés embarqués sur l'*Ulloa* est en ce moment de 441.

" Les dispositions convenables au maintien de l'ordre avaient été prises en ville par les soins de l'autorité. La troupe, la garde nationale, la garde maritime, les douaniers et les pompiers avaient occupé voir la maladie cesser bientôt; malheureusement leurs prévisions ne se sont pas réalisées, et depuis trois jours les ravages du Caire ne font que de soi intensité. On ne connait pas d'une manière précise le nombre de personnes atteintes ni celui des morts, mais d'après toutes les lettres du Caire, le chiffre a dépassé le nombre de 100; il a même atteint celui de 140.

—On a distribué le 7 août aux membres de l'Assemblée nationale une proposition qui a été renvoyée au comité de justice, et qui est ainsi conçue:

"*Je demande* à l'Assemblée d'autoriser des poursuites contre moi.

"Signé: Lamennais."

Un rapport sur cette demande a dû être fait par le comité dans les délais prévus par le règlement.

—Nous croyons pouvoir assurer, dit le *Journal des Débats*, que l'état de M. le général Bedeau n'est pas en rapport avec les bruits alarmans qui circulent depuis quelques jours. Ces bruits paraissent heureusement exagérés. Tout autorise à espérer que l'armée et le pays n'auront pas à pleurer une nouvelle mort.

—Les maisons et les édifices publics en construction dans le voisinage et aux abords du Panthéon ont été, pendant l'insurrection de juin, choisis pour servir de lieux de retranchement et de campement par les révoltés. Ainsi, la nouvelle bibliothèque Sainte-Geneviève, les bâtimens de la nouvelle mairie du deuxième arrondissement et les maisons récemment construites et non encore habitées de la rue Soufflot ont été occupés par eux et convertis en de véritables forteresses.

Le ministre de la guerre, afin de mettre le Panthéon à l'abri d'un coup de main, et, dans le cas d'une révolte à main armée, d'enlever aux insurgés tout lieu de retraite et d'attaque, a fait inviter les architectes et les entrepreneurs de construction à faire tous leurs efforts pour terminer le plus promptement possible leurs opérations, et mettre les maisons particulières en état d'être habitées.

Les monumens inutiles et désignés pour être démolis le seront immédiatement, afin que les abords du Panthéon soient complétement dégagés.

—On lit dans le *Morning-Post* du 8 août:

" Nous croyons tenir de bonne source que le roi Charles-Albert a refusé de donner une réponse définitive à la députation de l'Etat de Gênes, comme roi de Sicile, jusqu'à ce que les affaires d'Italie eussent été réglées. Les insurgés siciliens n'ont pas été satisfaits de ce délai, et en conséquence ils ont adopté des mesures pour l'interrégation du duc Palmerston, pour offrir leur nouvelle couronne à S. A. R. le prince George de Cambridge. Celui-ci, avec le bon sens et la dignité qui le distinguent, s'est empressé de déclarer qu'il ne pourrait, sous aucun rapport, accepter ce titre douteux."

—*Le Journal du Havre* du 6 août contient les détails suivans sur l'embarquement des transportés:

" Trois convois d'insurgés sont arrivés ce matin au Havre pour être embarqués pour Brest sur la frégate à vapeur *l'Ulloa*, à bord de laquelle les dispositions nécessaires avaient été faites depuis quelques jours pour les recevoir. Le premier convoi, composé d'environ 150 insurgés, accompagnés de leurs gardiens, est arrivé à la gare du chemin de fer entre six et sept heures. Chaque voiture contenait 18 insurgés et 12 surveillans. Une escouade de gendarmes du département de la Seine occupait la première et la dernière voiture du convoi. A de courts intervalles, deux autres détachemens d'insurgés sont successivement arrivés, et le nombre total des transportés embarqués sur l'*Ulloa* est en ce moment de 441.

" Les dispositions convenables au maintien de l'ordre avaient été prises en ville par les soins de l'autorité. La troupe, la garde nationale, la garde maritime, les douaniers et les pompiers avaient occupé

.....

Arrêtez le passé; ne voyons que le présent, interrogeons l'avenir.

La gravité des circonstances ne m'est pas échappée; "aux périls ont survécu les difficultés; elles subsistent tout entières. La guerre n'est pas dans les rues, mais la paix est-elle dans les esprits? Les bras sont désarmés, mais les passions sont irritées; les défiances s'étendent; les pressentimens s'exaltent; les plaies s'enveniment; plus que jamais nous sommes à la merci d'une lutte, d'une surprise, d'une surprise, d'une complication, d'un incident; l'union de tous, l'examen à pour lui la force qui veille, mais il a contre lui la misère qui déborde. Le gouvernement de 1830, lui aussi, eut ses journées d'avril, de juin et de septembre; il triompha tous les trois, ce qui ne l'empêcha pas, le 24 février, de succomber à la quatrième épreuve. Trois fois déjà la République a échappé miraculeusement aux tentatives d'avril, de mai et de juin; la quatrième fois la République sera-t-elle aussi heureuse? Il faut le souhaiter, mais il n'y faut pas trop compter, afin de ne point s'endormir dans un danger trop optimiste, afin de ne se point retrancher derrière une égoïsme funeste! Le seul moyen d'échapper aux conséquences terribles de cette fatale crise du régime nouveau, lequel 24 février serait la victoire du drapeau rouge, c'est de se concentrer comme si cette victoire était imminente et inévitable; c'est de ne rien négliger pour la conjurer, afin de n'avoir, quoi qu'il arrive, rien à se reprocher.

Nous donnerons l'exemple.

Aussitôt le pouvoir exécutif, dont le premier acte a été de nous frapper dans notre liberté et dans notre fortune, l'aider de tous nos efforts à triompher des graves difficultés contre lesquelles il se débat péniblement, sera la seule vengeance que nous tirerons de mai qui nous a été fait, du mal plus grand dont on avait peut-être conçu la pensée et l'espoir, de l'immense dommage enfin qui nous a été causé, et que nous n'essaierons pas rappelé s'il ne se fût pas étendu autour de nous à plus de trois cents familles n'ayant d'autres moyens de vivre que leur travail.

ANGLETERRE.

Arrestation de M. O'Brien.

L'insurrection d'Irlande a misérablement avorté. Après tout le bruit qui avait été fait, on ne devait pas s'attendre à une absence aussi complète de résistance. Les chefs ont fait preuve de faiblesse et d'incapacité. Ils sont restés au-dessous de tout ce que pouvaient supposer leurs détracteurs.

Après s'être enfui, après avoir erré de village en village, cherchant au moyen de s'embarquer pour d'Irlande, le principal de ces chefs, M. Smith O'Brien, membre du parlement, vient d'être arrêté à la station de Thurles, du chemin de fer de Limerick à Dublin. Il se présentait à la station pour prendre un billet, lorsqu'un des gardes le reconnut et lui dit: " Vous êtes M. O'Brien!"

—Oui—Je vous arrête, vous êtes prisonnier de la reine."

M. O'Brien ne fit aucune résistance. On le jeta immédiatement dans un wagon; on requit une machine, et on le conduisit immédiatement dans la direction de Dublin. Il était très défait, très abattu. On l'a déposé provisoirement dans la geôle de Kilmainham.

La session du Parlement doit être close le 24 ou le 28 de ce mois.

La reine quittera Osborne-House (île de Whigt) pour venir en prononcer la prorogation.

Rien d'important dans les deux chambres.

Sur une interpellation qui lui a été adressée, lord Palmerston a déclaré qu'en vaisseau de guerre venait d'être envoyé à Haïti pour la protection des personnes et des propriétés des résidens anglais.

Voici les détails donnés sur l'arrestation de M. O'Brien;

On écrit de Thurles, samedi soir:

" Il paraît qu'un garde du chemin de fer a reconnu M. Smith O'Brien, fuyant, en plusieurs fois lorsqu'il voyageait sur la ligne du chemin de fer de Thurles. M. O'Brien venait de prendre un billet pour se rendre à Dublin, et il était pour se rendre à Tipperary, lorsqu'il fut arrêté. Quand l'on s'empara de sa personne, un individu qui était présent se mit à crier: Vous ne le prendrez pas! Un homme de la police présenta le bout de son pistolet à cet homme qui vous a parlé, pas pousser plus loin sa démonstration. En attendant l'arrivée de l'escorte de police qui devait le conduire à Dublin, M. O'Brien s'est entretenu avec les agens qui l'entouraient. Il a déclaré que ce qui l'avait décidé à prendre les mesures où il s'était d'abord caché, c'était la terreur dont il voyait frappés les pauvres gens à la pensée des prises qu'ils encourraient en lui donnant asile. Il a ajouté que depuis son arrestation a été connue, des ordres ont été envoyés pour